

une véritable politique contractuelle ?

Mai 68 avait balayé les restes de la fameuse « politique des revenus », des procédures Toutée et Grégoire, péniblement mises au point par la bourgeoisie. Dans le secteur public et nationalisé, il n'était plus question de respecter les préavis de grève. En 69, les travailleurs réagissaient vigoureusement aux tentatives permanentes du patronat de rogner les acquis de Mai. Dans le privé, les profits atteignaient des niveaux records, et souvent les patrons préféraient céder aux revendications ouvrières plutôt que risquer un conflit — et surtout son élargissement —, malgré les appels du CNPF à redevenir « raisonnables ».

A vrai dire, tout ce beau monde attendait du nouveau régime qu'il fasse ses preuves en matière de « politique sociale ». Elles ne tardèrent pas à venir. Engagé rapidement dans la voie de la « rentabilisation » — au profit des capitalistes — du secteur public et nationalisé, le gouvernement, mieux que tout autre chef d'entreprise, arrivait à retarder l'évolution des salaires dans ce secteur de façon très sensible : plus de 5 % de perte de pouvoir d'achat, selon les indices officiels, fin 69 par rapport à Mai 68.

Dans ce secteur, EDF, SNCF, Renault, les travailleurs ont de puissantes traditions. Leurs luttes ont d'emblée un écho national. La CGT y est souvent majoritaire et s'y trouvent ses plus solides bastions.

C'est là que le gouvernement portera les premiers coups de son offensive contractuelle.

LE CONTRAT DU 10 DECEMBRE A L'EGF

C'est à l'EGF que le gouvernement choisit de porter le coup d'arrêt. En novembre, la fédération CGT de l'éclairage organise une grève pour de véritables négociations sur le rattrapage du contentieux de Grenelle. Les autres syndicats ne suivent pas. Le pouvoir envoie les bulldozers des CRS pour forcer les portes des centres et briser le mouvement : il provoque une riposte unitaire de tous les travailleurs et de leurs organisations ; une deuxième grève massive, une semaine plus tard. La direction de l'EGF reste intraitable, affirme n'avoir rien à négocier tandis que le gouvernement déclenche une campagne de presse sans précédents contre les grévistes. C'est alors que, prétextant des rigueurs du froid, et sans consulter les grévistes, les directions fédérales arrêteront la grève en plein milieu. Face à l'épreuve de force, elles mettaient genoux à terre.